



Déclaration de la CGT Educ'action au CTM 16 juin 2015

Le mercredi 17 juin, la ministre de l'Éducation a invité les organisations siégeant au comité technique ministériel, à participer à une réunion sur la réforme du collège. En guise de préparation le cabinet de la ministre nous a fait parvenir un texte qui donne un cadrage plus précis aux projets publiés au journal officiel le 20 mai, au lendemain de la mobilisation des personnels contre la réforme.

La CGT Educ'action réaffirme que la réforme prévue ne résoudra en rien les difficultés actuelles du collège, elle ne fera qu'engendrer davantage d'inégalités entre les élèves et pour les personnels, elle se traduira par une aggravation des conditions de travail de nos collègues et une mise en concurrence des personnels, des disciplines et des établissements.

Nous considérons toujours que le cadre de discussion qui nous est offert n'est pas acceptable et nous ne participerons pas à cette réunion.

La grève et les manifestations du 11 juin ont montré que les personnels restaient toujours mobilisés, le rejet de la réforme par nos collègues est largement majoritaire, un sondage de l'IFOP en date du 10 juin indiquait que 74 % des personnels étaient contre cette réforme.

La CGT Educ'action, comme d'autres organisations syndicales, dépose des préavis de grève pour couvrir toutes les actions locales de grève qui pourraient avoir lieu d'ici à la fin de l'année scolaire.

Le gouvernement est en train d'engager un processus de restructuration de l'Éducation nationale en cohérence avec la réforme territoriale qu'il a initiée affirmant ainsi sa volonté de poursuivre sa réforme de l'organisation administrative du Pays.

Ce découpage, centré sur les métropoles et pôles d'excellence, a pour objectif de placer la France et les régions dans la compétition européenne dans le cadre de la politique d'austérité qui induit partout en Europe une réduction des dépenses publiques.

Elle prépare la voie à une réorganisation des services de l'État qui seraient ainsi prêts pour une régionalisation plus complète ultérieurement.

Les restructurations administratives risquent fort de se traduire par des suppressions de postes, des mobilités forcées, des redéfinitions de postes, la dégradation des conditions de travail en bout de course.

Cette réforme de grande ampleur, ne modifie pas seulement le périmètre des régions mais prépare de nouveaux transferts de compétences au détriment du service rendu aux usagers, de l'emploi public et des personnels.

La nouvelle organisation posera la question de l'éloignement géographique des sièges des futurs rectorats ou chefs lieu de région. Les services académiques seront affectés quel que soit le scénario retenu. A cet égard, la prise en compte de l'intérêt des usagers n'est sûrement pas la préoccupation première de cette réforme.

Au moment même où l'actualité déverse chaque jour des flots d'images de migrants entassés au péril de leur vie dans des embarcations de fortune, le lundi 8 juin 2015, dans le 18^e arrondissement de Paris, les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation de 84 migrants de la halle Pajol.

Celles-ci ont fait preuve d'une violence inadmissible pour déloger ces migrants et leurs soutiens, parmi lesquels se trouvaient des élus.

Pour tenter de séduire un certain électorat, ce gouvernement cède aux sirènes de la xénophobie qui leur inspirent de bien mauvaises solutions.

La progression des idées de l'extrême droite, que le premier ministre prétend combattre, se nourrit aussi de ces mauvaises pratiques.

Nous tenons à attirer l'attention de la ministre sur la situation de Mme Polinière qui a demandé la protection fonctionnelle dans l'affaire qui s'est déroulée dans le cadre du conseil d'administration de son établissement et qui l'oppose au maire front national de Beaucaire.

Nous espérons que la ministre apportera une réponse positive à notre collègue.

Nous réitérons également notre demande pour que soit réuni un groupe de travail sur la précarité et nous souhaitons toujours qu'un bilan des réformes du lycée, initialement prévu mais qui n'a pas eu lieu, puisse se tenir.